

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2007 — 1938

[C — 2007/11220]

1<sup>er</sup> AVRIL 2007. — Loi modifiant la loi du 6 juillet 1971 portant création de LA POSTE et modifiant la loi du 26 décembre 1956 sur le Service des Postes (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant la loi du 6 juillet 1971 portant création de LA POSTE*

**Art. 2.** La numérotation des articles de la loi du 6 juillet 1971 portant création de LA POSTE est modifiée tel que prévu au présent chapitre. Les numérotations restantes d'articles déjà abrogés auparavant sont abrogées. Cela concerne les articles 5, 6, 7, 9, 11, 13, 14bis, 19, 20, 22, 25, 26, 28 et 29.

**Art. 3.** Les dénominations des chapitres de la même loi sont modifiées tel que prévu au présent chapitre. Les dénominations de chapitres qui ne contiennent plus d'articles suite à des abrogations d'articles déjà réalisées auparavant ou qui ne contiendront plus d'articles après la présente modification de la loi, sont abrogées. Cela concerne les chapitres IV et V.

**Art. 4.** L'article 2 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Dans le domaine des envois postaux, LA POSTE est chargée des tâches suivantes :

a) effectuer le service des abonnements aux journaux et aux écrits périodiques;

b) assurer le service de la poste aux lettres internationale, tel que prévu dans les actes de l'Union postale universelle, en complément des tâches qu'elle est tenue d'assumer en sa qualité de prestataire du service postal universel.

Dans le domaine de la poste financière, LA POSTE est chargée des tâches suivantes :

a) émettre et payer des ordres de transfert de fonds postaux ou non postaux;

b) ouvrir et clôturer des comptes courants postaux, recevoir des dépôts, exécuter des opérations au crédit ou au débit et opérer des retraits sur ces comptes;

c) exécuter des ordres de versement postal sur les comptes courants postaux dont les tiers sont les titulaires et sur des comptes ouverts auprès d'autres institutions financières, dont le siège est établi en Belgique.

Sur proposition du ministre des Finances et du ministre ou du secrétaire d'Etat dont relève LA POSTE, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, autoriser LA POSTE, dans les limites et aux conditions qu'il détermine, à :

1° accorder ou refuser des facilités de caisse à certains titulaires ou certaines catégories de titulaires de comptes courants postaux;

2° prévoir ou déterminer que le solde de certaines catégories de comptes courants postaux est ou n'est pas productif d'intérêts créditeurs ou débiteurs;

3° payer des chèques tirés sur ou d'autres titres émis par d'autres institutions financières, dont le siège est établi en Belgique ou à l'étranger.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2007 — 1938

[C — 2007/11220]

1 APRIL 2007. — Wet tot wijziging van de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van DE POST en tot wijziging van de wet van 26 december 1956 op de Postdienst (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van DE POST*

**Art. 2.** De nummering van de artikelen van de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van DE POST wordt gewijzigd zoals bepaald in onderhavig hoofdstuk. De overgebleven nummeringen van reeds voordien opgeheven artikelen worden opgeheven. Dit laatste betreft de artikelen 5, 6, 7, 9, 11, 13, 14bis, 19, 20, 22, 25, 26, 28 en 29.

**Art. 3.** De benamingen van de hoofdstukken van dezelfde wet worden gewijzigd zoals bepaald in onderhavig hoofdstuk. De benamingen van hoofdstukken die geen artikelen meer bevatten door voordien reeds doorgevoerde opheffingen van artikelen of die geen artikelen meer zullen bevatten na deze wetswijziging, worden opgeheven. Dit laatste betreft de hoofdstukken IV en V.

**Art. 4.** Artikel 2 van dezelfde wet wordt als volgt vervangen :

« Op het vlak van de postzendingen is DE POST belast met de volgende taken :

a) de dienst van de abonnements op nieuwsbladen en tijdschriften uitvoeren;

b) de dienst van de internationale brievenpost uitvoeren zoals bepaald wordt in de akten van de Wereldpostvereniging, naast de taken die zij moet uitvoeren in haar hoedanigheid van dienstverlener van de universele postdienst.

Op het vlak van de financiële post is DE POST belast met de volgende taken :

a) uitvoeren van opdrachten voor postale en niet-postale overdrachten van geld;

b) postrekeningen-courant openen en afsluiten, geld in bewaring ontvangen, credit- en debetverrichtingen uitvoeren en geldopnames op die rekeningen verrichten;

c) opdrachten van poststortingen uitvoeren op de postrekeningen-courant waarvan derden de houders zijn en op rekeningen die geopend zijn bij andere financiële instellingen waarvan de zetel in België is gevestigd.

Op voordracht van de minister van Financiën en de minister of de staatssecretaris onder wie DE POST ressorteert, kan de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, DE POST binnen de grenzen en onder de voorwaarden die Hij bepaalt, machtigen om :

1° kasfaciliteiten toe te staan of te weigeren aan bepaalde houders of bepaalde categorieën van houders van postrekeningen-courant;

2° te voorzien of te bepalen dat het saldo van bepaalde categorieën van postrekeningen-courant al dan niet credit- of debetinteressen kan voortbrengen;

3° cheques getrokken op of andere titels uitgegeven door andere financiële instellingen, waarvan de zetel is gevestigd in België of in het buitenland, uit te betalen.

Sur proposition du Ministre des Finances et du ministre ou du secrétaire d'Etat dont relève LA POSTE, le Roi fixe les règles pour l'exécution des tâches visées au alinéas 2 et 3.

La prise de participation visée à l'article 13, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques est fixée à dix pour cent des capitaux propres de LA POSTE tel qu'il ressort du bilan du dernier exercice clôturé. »

**Art. 5.** L'article 4 de la même loi devient l'article 3 et l'intitulé « Chapitre II. — Des biens et des ressources de LA POSTE » est placé au-dessus de l'article 3.

**Art. 6.** L'article 8, § 2, de la même loi devient l'article 4.

**Art. 7.** L'article 10 de la même loi devient l'article 5 et l'intitulé « Chapitre III. — De la gestion, l'administration et la comptabilité de LA POSTE » est placé au-dessus de l'article 5.

Dans ce même article 10, le § 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« LA POSTE ouvre dans sa comptabilité un compte afférent au fonds d'assurance ».

Dans ce même article 10, le § 3 est abrogé et le § 4 est remplacé par la disposition suivante qui est insérée dans le § 2 :

« § 2. Préalablement à l'application de l'article 616 du Code des sociétés, un prélèvement de cinq pour cent est effectué chaque année sur les bénéfices annuels, à attribuer à la direction et au personnel de LA POSTE, à titre de participation aux bénéfices. Ce prélèvement ne constitue pas une distribution au sens de l'article 617 du Code des sociétés et n'est par conséquent pas soumis aux restrictions prévues par cet article. »

**Art. 8.** L'article 12 de la même loi devient l'article 6.

**Art. 9.** L'article 15 de la même loi devient l'article 7.

**Art. 10.** L'article 16 de la même loi devient l'article 8 et la deuxième phrase de cet article 16 est abrogée.

**Art. 11.** L'article 17bis de la même loi devient l'article 9.

**Art. 12.** Le Chapitre VI de la même loi devient le Chapitre IV et est placé au-dessus de l'article 10.

**Art. 13.** L'article 21 de la même loi devient l'article 10.

**Art. 14.** L'article 23 de la même loi devient l'article 11.

**Art. 15.** L'article 24 de la même loi devient l'article 12.

**Art. 16.** Un nouveau Chapitre V est inséré dans la même loi avec pour intitulé « Chapitre V. — Dispositions diverses relatives aux services postaux ».

**Art. 17.** Un article 13 est inséré dans la même loi et rédigé comme suit :

« Art. 13. Toute réclamation et action judiciaire à l'encontre d'un opérateur postal se prescrit par un an à dater du jour de la réception par l'opérateur postal de l'envoi qui y donne lieu. »

**Art. 18.** Un article 14 est inséré dans la même loi et rédigé comme suit :

« Art. 14. Le Roi détermine les plafonds ou les formules de calcul des dommages et intérêts qui seraient dus par les opérateurs postaux au cas où ceux-ci seraient responsables sur base extracontractuelle de la perte, du vol, de l'avarie et/ou du retard dans la distribution d'un envoi postal au cours de l'exécution d'un service postal effectué dans le cadre d'un service public. Lors de la détermination de ces plafonds ou formules, le Roi tient compte des caractéristiques des envois concernés et des frais d'affranchissement appliqués. »

**Art. 19.** Un article 15 est inséré dans la même loi et rédigé comme suit :

« Art. 15. Chaque opérateur postal est autorisé à ouvrir, à l'expiration des délais fixés par le Roi, les correspondances tombées en rebut, c'est-à-dire celles qui n'ont pu être remises au destinataire ni restituées à l'expéditeur, à l'effet d'y puiser les renseignements nécessaires pour renvoyer ces correspondances à qui de droit et d'y rechercher les objets et documents de valeur à tenir à la disposition des intéressés. Les correspondances tombées en rebut et non réclamées sont détruites dans des délais à déterminer par le Roi. »

Op voordracht van de Minister van Financiën en de minister of de staatssecretaris onder wie DE POST ressorteert, legt de Koning de regels vast voor het uitvoeren van de in de 2e en 3e lid bedoelde taken.

Het nemen van een belang bedoeld in artikel 13, § 2, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wet van 21 maart 1991 betreffende hervorming van sommige economische overheidsbedrijven wordt vastgesteld op tien percent van het eigen vermogen van DE POST zoals dat blijkt uit de balans van het laatste afgesloten dienstjaar. »

**Art. 5.** Artikel 4 van dezelfde wet wordt artikel 3 en het opschrift « Hoofdstuk II. — Goederen en middelen van DE POST » wordt geplaatst boven artikel 3.

**Art. 6.** Artikel 8, § 2, van dezelfde wet wordt artikel 4.

**Art. 7.** Artikel 10 van dezelfde wet wordt artikel 5 en het opschrift « Hoofdstuk III. — Beheer, administratie en boekhouding van DE POST » wordt geplaatst boven artikel 5.

In datzelfde artikel 10 wordt § 1 vervangen door de volgende bepaling :

« DE POST opent in haar boekhouding een rekening betreffende het verzekeringsfonds ».

In datzelfde artikel 10 wordt § 3 opgeheven en wordt § 4 vervangen door de volgende bepaling die ingevoegd wordt in § 2 :

« § 2. Voorafgaand aan de toepassing van artikel 616 van het Wetboek van vennootschappen wordt jaarlijks vijf procent van de jaarlijkse winst ingehouden, toe te wijzen aan de directie en het personeel van DE POST, als deelname in de winsten. Deze inhouding vormt geen uitkering in de zin van artikel 617 van het Wetboek van vennootschappen en is derhalve niet onderworpen aan de beperkingen bepaald in dit artikel. »

**Art. 8.** Artikel 12 van dezelfde wet wordt artikel 6.

**Art. 9.** Artikel 15 van dezelfde wet wordt artikel 7.

**Art. 10.** Artikel 16 van dezelfde wet wordt artikel 8 en de tweede zin van dat artikel 16 wordt opgeheven.

**Art. 11.** Artikel 17bis van dezelfde wet wordt artikel 9.

**Art. 12.** Hoofdstuk VI van dezelfde wet wordt Hoofdstuk IV en wordt geplaatst boven artikel 10.

**Art. 13.** Artikel 21 van dezelfde wet wordt artikel 10.

**Art. 14.** Artikel 23 van dezelfde wet wordt artikel 11.

**Art. 15.** Artikel 24 van dezelfde wet wordt artikel 12.

**Art. 16.** Er wordt een nieuw Hoofdstuk V ingevoegd in dezelfde wet met als opschrift « Hoofdstuk V. — Diverse bepalingen met betrekking tot postdiensten ».

**Art. 17.** Een artikel 13 is ingevoegd in dezelfde wet luidend als volgt :

« Art. 13. Elke klacht en rechtsvordering tegen een postoperator verjaart na één jaar te rekenen van de dag waarop de zending waarover de klacht of de rechtsvordering wordt ingediend, door de postoperator is ontvangen. »

**Art. 18.** Een artikel 14 wordt ingevoegd in dezelfde wet luidend als volgt :

« Art. 14. De Koning bepaalt de bedragen van de maximum schadevergoedingen of formules voor de berekening ervan verschuldigd door postoperatoren indien zij op extracontractuele grondslag aansprakelijk zouden zijn in het geval van verlies, diefstal, beschadiging en/of vertraging in de uitreiking van een postzending, in de loop van de uitvoering van een postale dienstverlening verricht in het kader van een openbare dienst. Bij de bepaling van deze bedragen of formules houdt de Koning rekening met de karakteristieken van de betrokken postzendingen en met de toegepaste frankeerkosten. »

**Art. 19.** Een artikel 15 wordt ingevoegd in dezelfde wet luidend als volgt :

« Art. 15. Iedere postoperator is gemachtigd de onbestelbare correspondentie, dit is die welke niet aan de geadresseerde afgegeven noch aan de afzender terugbezorgd kon worden, na afloop van de door de Koning bepaalde termijnen te openen met het doel er de nodige inlichtingen uit te halen om die correspondentie aan de belanghebbenden terug te zenden en daarin te zoeken naar voorwerpen en bescheiden van waarde om ze ter beschikking van de belanghebbenden te houden. Niet teruggevorderde onbestelbare correspondentie wordt vernietigd binnen de door de Koning te bepalen termijnen. »

**Art. 20.** Un article 16 est inséré dans la même loi et rédigé comme suit :

« Art. 16. Tout opérateur postal est habilité à approuver des machines à affranchir pouvant être utilisées pour l'affranchissement d'envois postaux qui lui sont remis. »

**Art. 21.** Un article 17 est inséré dans la même loi et rédigé comme suit :

« Art. 17. Les dispositions de la même loi et du Titre IV de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques sont applicables tant aux opérations postales à l'intérieur du pays qu'à celles effectuées avec les pays étrangers, pour autant, dans ce dernier cas, que les conventions internationales approuvées par les deux Chambres, n'y fassent pas obstacle. »

**Art. 22.** Un nouveau Chapitre VI est inséré dans la même loi avec pour intitulé « Chapitre VI. — Pénalités. Poursuites ».

**Art. 23.** Un article 18 est inséré dans la même loi et rédigé comme suit :

« Art. 18. Les membres du personnel d'un opérateur postal, qui auraient révélé l'existence ou le contenu d'une lettre, d'une carte postale ou de tout autre envoi ou opération confiée à un opérateur postal, hors le cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice et celui où la loi les oblige à cette révélation, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de cent euro à cinq cents euro. Sont assimilées aux membres du personnel d'un opérateur postal toutes personnes qui participent, d'une manière quelconque, même occasionnellement, à l'exécution d'un service postal. »

**Art. 24.** Un article 19 est inséré dans la même loi et rédigé comme suit :

« Art. 19. Celui qui, dans une intention de fraude, aura déclaré à une valeur supérieure à leur valeur réelle les objets contenus dans un envoi, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de vingt-six à cinq cents euro. »

**Art. 25.** Un article 20 est inséré dans la même loi et rédigé comme suit :

« Art. 20. Sont punies d'un emprisonnement de quinze jours à six mois et d'une amende de cent euros à cinq cents euro, toutes personnes visées à l'article 18 qui, volontairement et hors les cas prévus aux articles 15 et 22, ont ouvert une lettre confiée à un opérateur postal ou en ont facilité l'ouverture. Les mêmes peines sont portées contre les mêmes personnes qui, volontairement, ont supprimé un envoi quelconque ou n'ont pas exécuté une opération confiée à un opérateur postal ou ont facilité cette suppression ou ce défaut d'exécution. »

**Art. 26.** Un article 21 est inséré dans la même loi et rédigé comme suit :

« Art. 21. Les dispositions du livre Ier du Code pénal sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi. »

**Art. 27.** Un article 22 est inséré dans la même loi et rédigé comme suit :

« Art. 22. Les employés des douanes sont autorisés à procéder à des perquisitions sur les messagers et entrepreneurs de transport et sur leur matériel et à saisir les envois faisant l'objet d'une violation du monopole postal comme décrit dans l'article 144octies de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

En cas de violation, il est immédiatement dressé un procès-verbal contenant éventuellement l'énumération des objets saisis ainsi que l'adresse de leur destinataire.

**Art. 20.** Een artikel 16 wordt ingevoegd in dezelfde wet luidend als volgt :

« Art. 16. Iedere postoperator is gemachtigd frankeermachines goed te keuren die gebruikt kunnen worden voor de frankering van postzendingen die aan haar bezorgd worden. »

**Art. 21.** Een artikel 17 wordt ingevoegd in dezelfde wet luidend als volgt :

« Art. 17. De bepalingen van deze wet en van Titel IV van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven zijn toepasselijk zowel op de postverrichtingen in binnenverkeer als op die met vreemde landen, voorzover, in dit laatste geval, de door beide Kamers ingestemde internationale overeenkomsten zulks niet verhinderen. »

**Art. 22.** Er wordt een nieuw Hoofdstuk VI ingevoegd in dezelfde wet met als opschrift « Hoofdstuk VI. — Geldboeten. Vervolgingen ».

**Art. 23.** Een artikel 18 wordt ingevoegd in dezelfde wet luidend als volgt :

« Art. 18. Personeelsleden van een postoperator die het bestaan of de inhoud van een brief, een postkaart of enig andere aan een postoperator toevertrouwde zending of verrichting mochten bekendgemaakt hebben, buiten het geval dat zij opgeroepen worden om in rechte te getuigen, of voor een parlementaire onderzoekscommissie, en dat waarin de wet hen verplicht zulks te doen, worden gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met een geldboete van honderd euro tot vijfhonderd euro. Met personeelsleden van een postoperator wordt gelijkgesteld hij die op enigerlei wijze, zelfs toevallig, aan de uitvoering van de postdienst meewerkt. »

**Art. 24.** Een artikel 19 wordt ingevoegd in dezelfde wet luidend als volgt :

« Art. 19. Hij die met een bedrieglijk opzet de in een zending gesloten voorwerpen voor een hoger bedrag dan hun werkelijke waarde heeft aangegeven wordt gestraft met gevangenisstraf van één maand tot één jaar en met geldboete van zesentwintig tot vijfhonderd euro. »

**Art. 25.** Een artikel 20 wordt ingevoegd in dezelfde wet luidend als volgt :

« Art. 20. Worden gestraft met gevangenisstraf van vijftien dagen tot 6 maanden en met geldboete van honderd euro tot vijfhonderd euro, alle in het artikel 18 bedoelde personen die, vrijwillig en buiten de in de artikelen 15 en 22 voorziene gevallen, een aan een postoperator toevertrouwde brievenpost geopend hebben of het openen daarvan vergemakkelijkt hebben. Worden gestraft met dezelfde straffen dezelfde personen die, vrijwillig eender welke aan een postoperator toevertrouwde zending doen verdwijnen hebben of een aan een postoperator opgedragen verrichting niet hebben uitgevoerd of die verdwijning of niet-uitvoering vergemakkelijkt hebben. »

**Art. 26.** Een artikel 21 wordt ingevoegd in dezelfde wet luidend als volgt :

« Art. 21. De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII, en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn van toepassing op de door deze wet voorziene misdrijven. »

**Art. 27.** Een artikel 22 wordt ingevoegd in dezelfde wet luidend als volgt :

« Art. 22. Het douanepersoneel is gemachtigd vrachtrijders en vervoerondernemers en hun materieel te onderzoeken en de zendingen die een schending uitmaken van het postmonopolie zoals omschreven in artikel 144octies van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven in beslag te nemen. »

In geval van schending wordt daarvan onmiddellijk een proces-verbaal gemaakt waarin de aangeslagen voorwerpen en het adres van de bestemming eventueel vermeld worden.

Ce procès-verbal est transmis au bureau de destination, avec les objets saisis.

Les agents de l'Institut visés à l'article 25, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges, de même que tout autre agent qui a qualité d'officier de police judiciaire, ont le droit d'ouvrir des envois présumés contenir des valeurs ou objets prohibés, ou encore des objets soumis à des mesures de prohibition, de restriction ou de contrôle. La vérification, suivie de saisie, s'il y a lieu, est effectuée d'office. »

**Art. 28.** L'intitulé du Chapitre VII de la même loi est remplacé par « Chapitre VII. — Autres dispositions diverses » et est inséré après l'article 22.

**Art. 29.** L'article 27 de la même loi devient l'article 23.

**Art. 30.** L'intitulé de la même loi est remplacé par les mots : « Loi relative à la création de LA POSTE et à certains services postaux ».

### CHAPITRE III. — Dispositions abrogatoires

**Art. 31.** Dans la même loi, les articles suivants sont abrogés :

1<sup>o</sup> l'article 3;

2<sup>o</sup> l'article 14, modifié par l'arrêté royal du 14 septembre 1992;

3<sup>o</sup> l'article 17, modifié par la loi du 21 mars 1991 et par l'arrêté royal du 14 septembre 1992;

4<sup>o</sup> l'article 18.

**Art. 32.** La loi du 26 décembre 1956 sur le Service des Postes, modifiée par les lois des 10 juin 1997, 12 décembre 1997, 19 décembre 1997, 3 juillet 2000, 21 mars 1991, 24 décembre 2002, 23 janvier 2003 et par les arrêtés royaux des 5 août 1986, 14 septembre 1992, 9 juin 1999 et 13 juillet 2001, est abrogée.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*

Donné à Bruxelles, le 1<sup>er</sup> avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

La Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation,  
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur  
et de la Politique scientifique,  
M. VERWILGHEN

Le Secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques,  
B. TUYBENS

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice  
Mme L. ONKELINX

—  
Note

(1) Documents de la Chambre des représentants :

51-2780 – 2006/2007 :

N<sup>o</sup> 1 : Projet de loi.

N<sup>o</sup> 2 : Erratum.

N<sup>o</sup> 3 : Amendements.

N<sup>o</sup> 4 : Rapport.

N<sup>o</sup> 5 : Texte adopté par la commission.

N<sup>o</sup> 6 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 8 février 2007.

Documents du Sénat :

3-2062 – 2006/2007 :

N<sup>o</sup> 1 : Projet non évoqué par le Sénat.

Dat proces-verbaal wordt aan het kantoor van bestemming gezonden, samen met de in beslag genomen voorwerpen.

De ambtenaren van het Instituut bedoeld in artikel 25 § 1, 2<sup>o</sup> van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector, alsook alle overige ambtenaren met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie hebben het recht zendingen te openen wanneer wordt vermoed dat zij waarden of voorwerpen of voorwerpen bevatten die verboden zijn, of voorwerpen die aan verbodsbepalingen, beperkingen of controlemaatregelen onderworpen zijn. Het onderzoek, desnoods gevolgd door inbeslagname, geschiedt van ambtswege. »

**Art. 28.** Het opschrift van Hoofdstuk VII van dezelfde wet wordt vervangen door « Hoofdstuk VII. Diverse andere bepalingen » en wordt ingevoegd na artikel 22.

**Art. 29.** Artikel 27 van dezelfde wet wordt artikel 23.

**Art. 30.** Het opschrift van dezelfde wet wordt vervangen door de woorden : « Wet betreffende de oprichting van DE POST en betreffende sommige postdiensten ».

### HOOFDSTUK III. — Opheffingsbepalingen

**Art. 31.** In dezelfde wet worden opgeheven :

1<sup>o</sup> artikel 3;

2<sup>o</sup> artikel 14, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 september 1992;

3<sup>o</sup> artikel 17, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991 en bij het koninklijk besluit van 14 september 1992;

4<sup>o</sup> artikel 18.

**Art. 32.** De wet van 26 december 1956 op de Postdienst, gewijzigd bij de wetten van 10 juni 1997, 12 december 1997, 19 december 1997, 3 juli 2000, 21 maart 1991, 24 december 2002, 23 januari 2003 en bij de koninklijke besluiten van 5 augustus 1986, 14 september 1992, 9 juni 1999 en 13 juli 2001, wordt opgeheven.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 1 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Begroting en Consumentenzaken,  
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel  
en Wetenschapsbeleid,  
M. VERWILGHEN

De Staatssecretaris voor Overheidsbedrijven,  
B. TUYBENS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

—  
Nota

(1) Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

51-2780 – 2006/2007 :

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nr. 2 : Erratum.

Nr. 3 : Amendementen.

Nr. 4 : Verslag.

Nr. 5 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 6 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal Verslag : 8 februari 2007.

Stukken van de Senaat :

3-2062 – 2006/2007 :

Nr. 1 : Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat.